

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

Arrêté du 16 juillet 2014 relatif aux critères de qualifications requis pour le bénéfice du crédit d'impôt développement durable et des avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens

NOR : ETL1411465A

Publics concernés : les personnes physiques propriétaires, locataires ou occupants à titre gratuit de leur résidence principale qui y effectuent des dépenses en faveur des économies d'énergie et du développement durable ouvrant droit au crédit d'impôt prévu à l'article 200 quater du code général des impôts et les entreprises effectuant les travaux concernés.

Les personnes physiques ou les syndicats de copropriétaires, propriétaires d'un logement utilisé ou destiné à être utilisé en tant que résidence principale qui y effectuent des dépenses en faveur des économies d'énergie et du développement durable ouvrant droit à des avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens.

Professionnels du bâtiment, installateurs réalisant des travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements anciens, comprenant l'installation d'équipements utilisant une source d'énergie renouvelable.

Objet : préciser les modalités d'application des critères de qualification exigés dans le cadre du crédit d'impôt développement durable précisés au second alinéa du 2 de l'article 200 quater du code général des impôts et des avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens précisées dans l'article 244 quater U du code général des impôts.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : les entreprises du bâtiment et installateurs d'équipements, qui souhaitent obtenir un signe de qualité pour faire bénéficier leurs clients du crédit d'impôt développement durable mentionné au 2 de l'article 200 quater du code général des impôts ou des avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens mentionnés à l'article 244 quater U du même code justifient des critères de qualification précisés par le présent arrêté.

Références : le texte du présent arrêté peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et la ministre du logement et de l'égalité des territoires,

Vu la directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE, notamment son article 14 ;

Vu le code général des impôts, notamment son article 200 quater et son article 244 quater U ;

Vu le décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 quater du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 quater U du code général des impôts,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Les signes de qualité mentionnés à l'article 2 du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 quater du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 quater U du code général des impôts sont des signes de qualité conformes à un référentiel qui porte notamment sur la reconnaissance des capacités professionnelles, techniques et financières de l'entreprise pour la conception et la réalisation de travaux de qualité. Ce référentiel est réputé satisfaire aux exigences du présent arrêté dès lors qu'il remplit :

- soit les exigences de la norme NF X50-091 ou équivalente et respecte les critères additionnels définis en annexe I ;
- soit les exigences de la norme NF EN 45011 jusqu'au 15 septembre 2015 ou NF EN ISO/CEI 17065 ou équivalentes et respecte les critères additionnels définis en annexe II.

Art. 2. – Le cahier des charges de la formation continue mentionnée à l'article 2 du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 quater du code général des impôts et

du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts est défini par un arrêté conjoint du ministre chargé de la construction et du ministre chargé de l'énergie après avis d'une commission d'experts constituée à cet effet. Ce cahier des charges porte sur le contenu des formations, les dispositions de leur mise en œuvre et les modalités de contrôle de connaissances.

Art. 3. – En application de l'article 2 du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts, le dossier de demande de conventionnement des organismes passant une convention avec l'Etat, en vue de vérifier les compétences des entreprises ou des organismes de formation, doit comporter les informations permettant de justifier du statut de l'organisme, de son respect des obligations sociales et fiscales, les référentiels d'évaluation du respect des exigences précisées respectivement à l'article 1^{er} ou à l'article 2 du présent arrêté ainsi que tout document de nature à justifier du respect de ces exigences.

La recevabilité de la demande est appréciée au regard de la complétude du dossier et de la pertinence des pièces constitutives fournies pour répondre aux dispositions de l'article 2 du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts et de l'article 1^{er} du présent arrêté, notamment de l'organisation et de la gestion de l'autocontrôle de l'organisme, de son volume d'activité, de sa couverture territoriale, de sa notoriété, de la nature et de l'importance des contentieux liés à son activité, et de sa capacité à organiser le contrôle et le suivi.

La convention entre en vigueur à la date de sa signature par les ministres chargés de la construction et de l'énergie. La convention est conclue pour une durée de quatre années. La convention est modifiable ou renouvelable par avenant suivant la même procédure que celle suivie pour sa signature. L'organisme est tenu d'informer l'Etat de tout changement intervenant dans les informations composant le dossier de demande de conventionnement. Tout changement remettant en cause la recevabilité du dossier rend caduque la convention, sur notification de l'Etat.

Un compte rendu de l'activité concernée de l'organisme est adressé annuellement aux ministres chargés de la construction et de l'énergie. Ces derniers peuvent à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Art. 4. – Les ministres chargés de la construction et de l'énergie rendent publique la liste des organismes ayant passé une convention avec eux au titre respectivement du I et du II de l'article 2 du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts.

Art. 5. – Le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature et le directeur général de l'énergie et du climat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 16 juillet 2014.

*La ministre du logement
et de l'égalité des territoires,*
Pour la ministre et par délégation :
*Le directeur général
de l'aménagement, du logement
et de la nature,*
J.-M. MICHEL

*La ministre de l'écologie,
du développement durable
et de l'énergie,*
Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur général
de l'aménagement, du logement
et de la nature,*
J.-M. MICHEL

*Le directeur général
de l'énergie et du climat,*
L. MICHEL

A N N E X E S

A N N E X E I

Les signes de qualité objet de la présente annexe, répondent à un référentiel remplissant les exigences de la norme NF X50-091 ou équivalente et sont ci-après dénommés « qualification ».

1. Exigences spécifiques relatives aux critères d'évaluation pour la délivrance de la qualification

Dans l'hypothèse où l'entreprise dispose de plusieurs établissements distincts, l'organisme de qualification doit demander que l'ensemble des exigences soit respecté au niveau de chaque établissement (siège et établissements secondaires) réalisant des travaux pour lesquels la qualification est demandée.

a) Critères de régularité et de compétences de l'entreprise.

L'entreprise demandant l'obtention d'une qualification pour l'une ou plusieurs des catégories de travaux mentionnées à l'article 1^{er} du décret susvisé remplit des critères de régularité de situation administrative et des critères financiers, de compétences, de moyens techniques et de moyens humains pour la catégorie de travaux concernée.

L'entreprise fournit en outre la preuve de maîtrise des connaissances d'un ou plusieurs responsables techniques de chantier désignés par établissement. Cette preuve est apportée selon les dispositions prévues dans le tableau 1 ci-après ;

b) Critères de sous-traitance.

L'entreprise assure tout ou partie de la fourniture et de la pose des produits de construction ou équipements utilisés.

L'entreprise assume l'entière responsabilité des travaux donnés en sous-traitance. Le cas échéant, elle ne peut sous-traiter les travaux relevant de sa qualification qu'à des entreprises elles-mêmes titulaires d'un signe de qualité délivré, dans les mêmes conditions qu'à l'article 1^{er} du présent arrêté, et pour ces mêmes travaux.

L'organisme de qualification devra informer les entreprises de leurs obligations d'information de leurs clients et de respect des dispositions législatives et réglementaires en matière de sous-traitance ;

c) Références, volume minimum d'activité et critères portant sur la qualité des travaux.

Pour la délivrance de la qualification, l'organisme de qualification doit fixer les critères techniques et le nombre des références achevées sur les vingt-quatre derniers mois, représentatives des activités dans la ou les catégories de travaux pour lesquelles l'entreprise demande une qualification. Ce nombre est *a minima* de deux. Un contrôle documentaire est prévu sur ces références.

En l'absence de références, une délivrance de qualification probatoire est acceptée si elle ne dépasse pas deux ans.

Dans le cadre de la procédure de suivi, l'organisme délivrant la qualification doit exiger de l'entreprise qu'elle effectue un volume minimum d'activité égal d'au moins deux références tous les deux ans.

L'organisme délivrant une qualification exige que l'entreprise se soumette à un premier contrôle de réalisation sur chantier, en cours ou achevé, au moins une fois sur la durée de validité de la qualification et au plus tard sur les vingt-quatre premiers mois qui suivent sa délivrance ou son renouvellement. Ce contrôle a pour objectif d'évaluer la conformité aux règles de l'art des prestations réalisées ainsi que le respect des exigences relatives aux éléments du service rendu par l'entreprise au client, selon les exigences définies dans le tableau 2 ci-après.

L'organisme délivrant la qualification doit définir les suites des résultats de ce contrôle dans le cadre de l'instruction ou de la procédure de suivi et établit un bilan annuel des malfaçons constatées afin d'actualiser son référentiel de contrôle en conséquence.

2. Exigences relatives aux modalités de traitement des réclamations, procédures de suspension et de retrait

L'organisme doit prévoir une procédure de traitement des réclamations émanant des clients des entreprises titulaires de la qualification, qui peut conduire à la suspension ou au retrait de la qualification.

Dans ces procédures, l'organisme de qualification doit prévoir des dispositions proportionnées et graduées prévoyant notamment la suspension ou le retrait de la qualification.

Cette échelle de sanctions doit intégrer des procédures concernant notamment :

a) La suspension de la qualification en cas de départ du (ou des) responsable(s) technique(s) et de son non-remplacement dans un délai de six mois ;

b) La suspension ou le retrait en cas d'absences d'actions correctives suite à une non-conformité lors des contrôles de réalisation ;

c) La suspension ou le retrait en cas de réclamation fondée d'un tiers ;

d) La suspension ou le retrait en cas de volume d'activité insuffisant.

A N N E X E I I

1. Objet du signe de qualité

Sont concernés par la présente annexe les seuls signes de qualité portant sur la capacité d'une entreprise à concevoir et réaliser des travaux de rénovation énergétique pour un bâtiment dans le cadre d'une offre globale d'amélioration de la performance énergétique ainsi que sa capacité à assurer l'accompagnement du maître d'ouvrage tout au long du projet. Ce signe de qualité, délivré selon un référentiel, remplit les exigences de la norme NF EN 45011 jusqu'au 15 septembre 2015 ou NF EN ISO/CEI 17065 et les exigences complémentaires qui suivent. Ce signe de qualité est ci-après dénommé « certification ».

Dans son référentiel de certification, l'organisme de certification doit exiger et contrôler que l'entreprise ne se contente pas d'une mise en relation mais :

– réalise un état des lieux technique du bâtiment existant et une évaluation de la performance énergétique avant travaux ;

- réalise en propre tout ou partie de la conception des travaux ;
- réalise ou fait réaliser les travaux correspondants ;
- exerce un suivi, un contrôle et une coordination de l'ensemble des travaux ;
- réalise une évaluation de la performance énergétique après travaux attestant de l'amélioration visée ;
- assure une prestation de conseil et d'accompagnement du maître de l'ouvrage jusqu'à la réception des travaux.

2. Critères portant sur l'organisme de certification

L'impartialité et la neutralité de l'organisme doivent notamment être garanties par la participation équilibrée de représentants de la (ou des) branche(s) professionnelle(s) des fournisseurs concernés, de clients et d'institutionnels dont les modalités de désignation et de participation doivent être définies, documentées et mentionnées dans le dossier de demande de conventionnement.

En particulier, l'organisme de certification doit s'assurer que pour l'élaboration de ses référentiels il a consulté les représentants de tous les intérêts ci-dessus, sans prédominance de l'un par rapport aux autres.

L'organisme de certification consultera les ministres chargés de la construction et de l'énergie ainsi que l'agence pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie pour la définition et l'évolution du référentiel de certification ainsi que la composition des organes de gouvernance de la certification.

3. Exigences relatives aux critères d'évaluation pour la délivrance de la certification

Dans l'hypothèse où l'entreprise possède plusieurs établissements distincts, l'organisme de certification doit demander que l'ensemble des exigences soit respecté au niveau de chaque établissement réalisant des prestations pour lesquelles la certification a été demandée.

a) Critères portant sur la situation administrative, les moyens humains, compétences et moyens matériels de l'entreprise

Critères légaux, administratifs et juridiques. Afin d'être certifiée, l'entreprise doit satisfaire aux exigences suivantes en produisant les documents correspondants :

- être inscrit au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ;
- ne pas être en état de liquidation judiciaire, de cessation d'activités ;
- les dirigeants de fait ou de droit ne doivent pas faire l'objet d'une interdiction de gérer ou d'une décision de faillite personnelle ;
- être en règle avec les obligations relatives au paiement des cotisations sociales ;
- être en règle avec les obligations relatives au paiement des impôts et taxes ;
- produire les attestations justifiant la souscription des assurances couvrant la responsabilité liée à l'exercice des activités concernées par la ou les certifications demandées ;
- ne pas appartenir à une société dont le siège social est situé dans un pays avec lequel tout commerce est interdit.

Pour répondre à ces exigences, les entreprises étrangères doivent produire les documents équivalents délivrés par les services et autorités compétentes du pays où elles exercent.

Critères financiers : l'organisme de certification doit exiger de l'entreprise des informations financières sur au moins ses deux derniers exercices comptables clos. Il établit les conditions d'utilisation de ces informations dans son système de certification. Il peut rapprocher ces données comptables d'autres éléments recueillis pour vérifier la cohérence et l'adéquation des moyens du demandeur, voire apprécier sa santé financière.

Critères d'exclusion : l'organisme de certification doit exclure toute entreprise dont le dirigeant ou un de ses représentants mandatés a fait l'objet depuis moins de cinq ans d'un jugement ayant autorité de chose jugée et dont il a eu connaissance, constatant sa participation à une organisation criminelle, une corruption, une fraude, un blanchiment de capitaux ou un délit affectant sa moralité dans l'exercice de sa profession.

Moyens humains : selon les spécificités du secteur d'activité et en fonction de la ou des certifications concernées, l'organisme de certification définit l'ensemble des exigences à respecter par l'entreprise, portant sur les moyens en ressources humaines identifiés par exemple par l'effectif du personnel, sa formation initiale ou continue, son positionnement dans les conventions collectives, son expérience professionnelle et, le cas échéant, ses habilitations. L'évaluation de ces ressources humaines doit concerner tous les niveaux du personnel du demandeur (dirigeants, cadres, techniciens, exécutants). Les moyens humains couvrent, *a minima*, des compétences en étude, coordination de chantier et de conseil relevant d'une offre globale de rénovation énergétique de bâtiment.

De plus, l'organisme de certification doit exiger de l'entreprise qu'elle désigne un ou plusieurs responsables techniques de chantier par établissement (siège et établissements secondaires) et pour lequel ou lesquels elle fournit la preuve de maîtrise de leurs connaissances selon les dispositions prévues dans le tableau 1 ci-après.

Moyens matériels : selon les spécificités du secteur d'activité, et en fonction de la ou des certifications concernées, l'organisme de certification définit l'ensemble des exigences à respecter par l'entreprise, portant sur les moyens matériels de réalisation des prestations concernées, par exemple des moyens d'études, de conseil, de réalisation et de contrôle. L'entreprise doit notamment disposer d'un minimum de moyens d'étude, de coordination

de chantier et de conseil. L'organisme de certification doit définir vis-à-vis de la certification les limites acceptables en matière de recours à des moyens techniques extérieurs.

Sous-traitance : l'organisme de certification doit exiger de l'entreprise qu'elle dispose en propre d'un minimum de ressources humaines et qu'elle assume l'entière responsabilité des travaux donnés en sous-traitance.

L'entreprise ne peut sous-traiter tout ou partie des travaux qu'après d'entreprises disposant de signes de qualité, délivrés selon un référentiel remplissant les exigences de la norme NF X 50-091 ou équivalente et les exigences additionnelles de l'annexe I, pour les travaux qui en relèvent.

L'organisme de certification devra informer les entreprises de leurs obligations d'information de leurs clients et de respect des dispositions législatives et réglementaires en matière de sous-traitance.

L'entreprise doit tenir à disposition de l'organisme de certification une liste des sous-traitants réalisant des prestations liées à la rénovation énergétique pour son compte ainsi que les certificats associés à leurs signes de qualité.

b) Critères portant sur la qualité des travaux

Références de réalisations : selon les spécificités du secteur d'activité et en fonction de la ou des certifications concernées, l'organisme de certification définit l'ensemble des exigences à respecter par l'entreprise, portant sur des références de réalisations effectuées par l'entreprise et sur les activités faisant l'objet de la demande de certification.

L'organisme de certification doit demander à l'entreprise de démontrer son expérience par la présentation d'une liste de références récentes et/ou d'un certain nombre de références détaillées. L'organisme de certification doit vérifier au travers de ces références que les réalisations présentées par le demandeur correspondent bien à la définition de la ou des certifications sollicitées. L'organisme de certification doit fixer les critères techniques et le nombre des références de chantiers achevés sur les vingt-quatre derniers mois, représentatives des activités pour lesquelles l'entreprise demande la certification ; ce nombre doit être *a minima* de deux.

Ces références font l'objet d'un contrôle documentaire par l'organisme de certification, y compris l'évaluation énergétique qui doit être fournie. L'organisme doit, au moins par sondage, interroger directement les clients, prescripteurs ou contrôleurs techniques, sur les conditions de réalisation d'une ou de plusieurs des références de l'entreprise.

Contrôle de réalisation : l'organisme délivrant la certification doit prévoir, dans son plan de contrôle, que l'entreprise se soumette à un contrôle de réalisation sur chantier, en cours ou achevé depuis moins de vingt-quatre mois. Ce contrôle respecte les exigences définies dans le tableau 2 ci-après.

L'organisme de certification doit définir les suites des résultats de ce contrôle dans le cadre de l'instruction ou de la procédure de suivi. De plus, il doit établir et tenir à disposition un bilan annuel des malfaçons constatées afin d'actualiser le référentiel de contrôle en conséquence.

Volume minimum d'activité : dans le cadre de la procédure de suivi, l'organisme de certification doit exiger de l'entreprise qu'elle effectue un volume minimum d'activité égal à la réalisation d'au moins deux références tous les deux ans.

Procédure de suivi annuelle : l'organisme de certification doit prévoir une procédure de suivi annuelle. Ce suivi doit porter sur le contrôle à partir d'éléments fournis par l'entreprise certifiée du respect des critères légaux, administratifs, juridiques et financiers ainsi que sur le maintien des moyens humains. En cas de modification susceptible de remettre en cause la ou les certifications obtenues, l'organisme de certification doit alors décider de maintenir la certification ou de lancer une procédure de révision de la certification.

c) Critères portant sur la nature du certificat et les dispositions de renouvellement, suspension, et de retrait

Délivrance du certificat de certification : la décision de certification se concrétise par la délivrance d'un certificat et par la publication des coordonnées du certifié et de sa ou ses certifications au moyen de tout support permettant une information publique. L'organisme de certification atteste que le certifié satisfait à l'ensemble des critères définis dans son référentiel de certification. Le certificat est transmis au certifié après avoir été signé par un responsable identifié de l'organisme de certification investi de cette mission. Le certificat doit permettre d'identifier le certifié et chacun de ses établissements couverts par la certification avec au minimum :

- 1° Le nom de l'organisme de certification ;
- 2° Le nom, l'adresse, la forme juridique et le nom du responsable légal du certifié ;
- 3° La référence au référentiel de certification et autres documents applicables sur lesquels se fonde la certification ;
- 4° Le ou les domaines de la ou des certifications attribuées ;
- 5° La ou les compagnies d'assurance auprès desquelles le certifié a déclaré être assuré ;
- 6° La date d'effet, et la durée de validité de la certification ;
- 7° La date d'échéance du certificat.

La délivrance du certificat doit faire l'objet d'une procédure d'enregistrement.

Durée de validité : l'organisme de certification doit prévoir la durée de validité de la certification, celle-ci ne pouvant excéder quatre ans.

Procédure de renouvellement : l'organisme de certification doit prévoir une procédure de renouvellement qui doit intervenir à l'issue de chaque période de validité et dans le cadre de laquelle l'entreprise doit se soumettre à un nouveau contrôle de réalisation sur chantier en cours ou achevé dans les mêmes conditions que celles définies au *b* ci-dessus.

Procédures de sanctions, suspension ou de retrait : l'organisme de certification doit établir et publier une échelle de sanctions proportionnées et graduées à l'encontre de l'entreprise certifiée applicable en cas de manquement à ses obligations vis-à-vis de l'organisme, de clients ou de tiers. Cette échelle de sanctions peut entraîner un avertissement, une suspension ou un retrait de la certification et, s'il y a lieu, une action en justice (par exemple dans le cas d'une utilisation frauduleuse de la certification). Cette échelle de sanctions, doit intégrer des procédures concernant notamment :

- a) La suspension de la certification en cas de départ du (ou des) responsable(s) technique(s) et de son non-remplacement dans un délai de six mois ;
- b) La suspension ou le retrait en cas d'absences d'actions correctives suite à une non-conformité lors des contrôles de réalisation ;
- c) La suspension ou le retrait en cas de réclamation fondée d'un tiers ;
- d) La suspension ou le retrait en cas de volume d'activité insuffisant.

Tableau 1. – *Exigences spécifiques relatives au(x) responsable(s) technique(s) de chantier*

Le tableau 1 ci-dessous précise les exigences requises en fonction des catégories de travaux pour lesquelles l'entreprise est titulaire d'un ou plusieurs signes de qualité :

CATÉGORIES DE TRAVAUX NUMÉROTÉES DE 1 À 4 À L'ARTICLE 1 ^{er} DU DÉCRET N° 2014-812 DU 16 JUILLET 2014 PRIS POUR L'APPLICATION DU SECOND ALINÉA DU 2 DE L'ARTICLE 200 <i>quater</i> DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS ET DU DERNIER ALINÉA DU 2 DU <i>i</i> DE L'ARTICLE 244 <i>quater</i> U DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS ET CONCOURANT À AMÉLIORER LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DU BÂTIMENT	CATÉGORIES DE TRAVAUX NUMÉROTÉES DE 5 À 8 À L'ARTICLE 1 ^{er} DU DÉCRET N° 2014-812 DU 16 JUILLET 2014 PRIS POUR L'APPLICATION DU SECOND ALINÉA DU 2 DE L'ARTICLE 200 <i>quater</i> DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS ET DU DERNIER ALINÉA DU 2 DU <i>i</i> DE L'ARTICLE 244 <i>quater</i> U DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS ET CONCERNANT LES TRAVAUX D'INSTALLATIONS D'ÉQUIPEMENTS UTILISANT UNE SOURCE D'ÉNERGIE RENOUVELABLE
<p>Le(s) responsable(s) technique(s) doit (doivent) maîtriser <i>a minima</i> les connaissances associées aux thématiques suivantes :</p> <p>Etat du marché. Connaissance des technologies-clés et des solutions d'amélioration de la performance énergétique. Maîtrise de l'approche globale énergétique. Pour chaque groupe de technologies : connaître les technologies et les produits, leurs avantages et leurs limites. Maîtrise de la mise en œuvre des technologies et les interfaces avec les autres composantes du bâtiment. Entretien et maintenance. Prise en main par le client. La maîtrise de ces connaissances peut être prouvée par au moins l'un des moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - détention d'une certification professionnelle (diplôme, titre, certificat de qualification professionnelle) ; - contrôle de connaissances associé à une formation continue ; - réussite à un contrôle de connaissances non précédé d'une formation continue. <p>La preuve de la maîtrise des connaissances est demandée au niveau de l'ensemble des responsables techniques désignés. Lorsque l'entreprise détient plusieurs signes de qualité respectant les exigences du présent arrêté, la preuve apportée pour un seul responsable technique de chantier pour l'ensemble des signes de qualité relatifs à la performance énergétique est acceptée.</p>	<p>Formation initiale qualifiante et/ou diplômante ou formation continue spécifique avec un contrôle de connaissances sur le volet théorique et le volet pratique, agréée par les pouvoirs publics et portant <i>a minima</i> sur les compétences associées aux contenus suivants :</p> <p>Etat du marché et des ressources. Aspects écologiques et logistiques. Sécurité des installations. Subventions et aides publiques. Solutions technologiques. Aspects économiques et de rentabilité. Conception, installation et entretien. Législation nationale et normes européennes. La preuve de la maîtrise des connaissances est demandée au niveau de chaque responsable technique désigné.</p>

Tableau 2. – *Exigences spécifiques relatives aux contrôles de réalisation*

Le tableau 2 ci-dessous distingue les exigences requises en fonction du signe de qualité de l'entreprise (qualification ou certification) :

EXIGENCES QUANT AUX CONTRÔLES DE RÉALISATION applicables dans le cadre de l'annexe I (qualification)	EXIGENCES QUANT AUX CONTRÔLES DE RÉALISATION applicables dans le cadre de l'annexe II (certification)
<p>L'auditeur devra vérifier les points suivants :</p> <p>Remise d'un devis descriptif détaillé des travaux (marques, modèles et, le cas échéant, éléments permettant l'estimation du crédit d'impôt développement durable) ;</p> <p>Réalisation des travaux en conformité avec les règles de l'art ;</p> <p>Remise du PV de réception ;</p> <p>Remise de la facture détaillée et de toute attestation signée servant à l'obtention des aides publiques ;</p> <p>En fonction du moment où le contrôle est réalisé, la levée des éventuelles réserves dans le délai convenu avec le client ;</p> <p>Remise des notices, garanties et des documents relatifs à l'utilisation et à l'entretien lorsqu'ils existent ;</p> <p>Les éléments essentiels de l'installation et/ou de l'ouvrage en relation avec la performance énergétique (cohérence devis/facture/réalisation) ;</p> <p>Toute non-conformité relevant d'un défaut majeur rend le contrôle de réalisation insatisfaisant.</p> <p>Si un manquement majeur aux règles de sécurité est constaté lors d'un contrôle, il sera signalé dans le rapport.</p>	<p>L'auditeur devra vérifier les points suivants :</p> <p>Remise d'un devis descriptif détaillé des travaux (marques, modèles et le cas échéant éléments permettant l'estimation du crédit d'impôt développement durable) ;</p> <p>Réalisation des travaux en conformité avec les règles de l'art (DTU, avis techniques...) ;</p> <p>Remise du PV de réception ;</p> <p>Remise de la facture détaillée et de toute attestation signée servant à l'obtention des aides publiques ;</p> <p>En fonction du moment où le contrôle est réalisé, la levée des éventuelles réserves dans le délai convenu avec le client ;</p> <p>Remise des notices, garanties et des documents relatifs à l'utilisation et à l'entretien lorsqu'ils existent ;</p> <p>Les éléments essentiels de l'installation et/ou de l'ouvrage en relation avec la performance énergétique (cohérence devis/facture/réalisation) ;</p> <p>Toute non-conformité relevant d'un défaut majeur rend le contrôle de réalisation insatisfaisant ;</p> <p>Si un manquement majeur aux règles de sécurité est constaté lors d'un contrôle, il sera signalé dans le rapport.</p> <p>Dans le cadre de l'offre globale, une évaluation de la performance énergétique est exigée lors des contrôles documentaires et lors des contrôles de réalisation.</p> <p>Cette évaluation doit comprendre <i>a minima</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une analyse technique et énergétique du bâti intégrant un examen des consommations réelles du bâtiment - un calcul de consommation énergétique réalisé avec un logiciel de calcul s'appuyant sur la méthode de calcul TH-C-E ex (arrêté du 8 août 2008) soit sur la méthode de calcul DPE (arrêté du 17 octobre 2012) ; - un calcul économique de l'impact des travaux sur la facture énergétique du client.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

Arrêté du 16 juillet 2014 modifiant l'arrêté du 30 mars 2009 relatif aux conditions d'application de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens et modifiant l'arrêté du 25 mai 2011 relatif à l'application en outre-mer de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens

NOR : ETL1411469A

Publics concernés : propriétaires réalisant des travaux d'amélioration de la performance énergétique de logements ; banques distribuant l'écoprêt à taux zéro (éco-PTZ).

Objet : fixation des critères de qualification de l'entreprise exigés pour les travaux d'amélioration de la performance énergétique de logements financés par l'éco-PTZ.

Entrée en vigueur : l'arrêté s'applique aux offres de prêt émises à compter du 1^{er} septembre 2014 en France métropolitaine et à compter du 1^{er} octobre 2015 en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane et à La Réunion.

Notice : en vertu du 2 du I de l'article 244 quater U du code général des impôts, dans sa rédaction issue de l'article 74 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, le bénéfice de l'éco-PTZ est conditionné à des critères de qualification de l'entreprise réalisant les travaux. L'arrêté précise les critères de qualification associés à chaque type de travaux.

Références : les arrêtés modifiés par le présent arrêté peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de cette modification sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, la ministre du logement et de l'égalité des territoires et la ministre des outre-mer,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 319-1 à R. 319-34 ;

Vu le décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 quater du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 quater U du code général des impôts ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2009 modifié relatif aux conditions d'application de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens ;

Vu l'arrêté du 25 mai 2011 relatif à l'application en outre-mer de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2014 relatif aux critères de qualifications requis pour le bénéfice du crédit d'impôts développement durable et des avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – L'arrêté du 30 mars 2009 modifié susvisé est ainsi modifié :

1° L'article 3 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant ces travaux est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 4 de l'article 1^{er} du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 quater du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 quater U du code général des impôts. » ;

2° L'article 4 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant ces travaux est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 3 de l'article 1^{er} du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 quater du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 quater U du code général des impôts. » ;

3° L'article 5 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant ces travaux est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 2 de l'article 1^{er} du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts. » ;

4° L'article 6 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant les travaux mentionnés aux deuxième et troisième alinéas du présent article est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 1 de l'article 1^{er} du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts. L'entreprise réalisant les travaux mentionnés aux quatrième et cinquième alinéas du présent article est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 7 de l'article 1^{er} du décret susmentionné, à l'exception de l'entreprise réalisant la pose de l'échangeur de chaleur souterrain des pompes à chaleur géothermiques qui est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 8 de l'article 1^{er} du décret susmentionné. » ;

5° L'article 7 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant ces travaux est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 6 de l'article 1^{er} du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts. » ;

6° L'article 8 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant ces travaux est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 5 de l'article 1^{er} du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts. » ;

7° L'article 11 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant les travaux est titulaire d'un signe de qualité mentionné au second tiret de l'article 1^{er} de l'arrêté du 16 juillet 2014 relatif aux critères de qualifications requis pour le bénéfice du crédit d'impôt développement durable et des avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens. »

Art. 2. – L'arrêté du 25 mai 2011 susvisé est ainsi modifié :

1° L'article 3 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant ces travaux est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 4 de l'article 1^{er} du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts. » ;

2° L'article 4 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant ces travaux est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 3 de l'article 1^{er} du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts. » ;

3° L'article 5 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant ces travaux est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 2 de l'article 1^{er} du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts. » ;

4° L'article 6 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant les travaux mentionnés au premier alinéa du présent article est titulaire d'un signe de qualité requis au dernier alinéa de l'article 6 de l'arrêté du 30 mars 2009 susvisé. » ;

5° Le *a* de l'article 7 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant ces travaux est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 4 de l'article du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts. » ;

6° Le *b* de l'article 7 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant ces travaux est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 3 de l'article 1^{er} du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts. » ;

7° Le *c* de l'article 7 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant ces travaux est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 2 de l'article 1^{er} du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts. » ;

8° Le *d* de l'article 7 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant ces travaux est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 2 de l'article du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts. » ;

9° Le *e* de l'article 7 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise réalisant ces travaux est titulaire d'un signe de qualité correspondant à la catégorie 5 de l'article 1^{er} du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts. »

Art. 3. – Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux offres de prêts émises à compter du 1^{er} septembre 2014 en France métropolitaine et à compter du 1^{er} octobre 2015 pour les offres de prêts émises en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane et à La Réunion.

Art. 4. – Le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature, le directeur général de l'énergie et du climat et le directeur général des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 16 juillet 2014.

*La ministre du logement
et de l'égalité des territoires,*
Pour la ministre et par délégation :
*Le directeur général
de l'aménagement, du logement
et de la nature,*
J.-M. MICHEL

*La ministre de l'écologie,
du développement durable
et de l'énergie,*
Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur général
de l'aménagement, du logement
et de la nature,*
J.-M. MICHEL

*Le directeur général
de l'énergie et du climat,*
L. MICHEL

La ministre des outre-mer,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur général des outre-mer,
T. DEGOS